

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION N° 8500/SD/CAB/DECO/A**

relative aux modalités de réception dans l'ordre national de la Légion d'Honneur et à l'inscription sur les pièces matriculaires des dates de réception.

*Du 25 février 1963*

**INSTRUCTION N° 8500/SD/CAB/DECO/A relative aux modalités de réception dans l'ordre national de la Légion d'Honneur et à l'inscription sur les pièces matriculaires des dates de réception.**

*Du 25 février 1963*

---

*Modifié par :*

- a). 1er modificatif du 20 avril 1965 (BOC/SC, p. 690).
- b). 2e modificatif du 4 octobre 1990 (BOC, p. 3717) NOR DEFM9058034J

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 307.1.1.*

*Référence de publication : BO/G, p. 1209 ; BO/M, p. 972 ; BO/A, p. 721.*

---

Le décret 62-1472 du 28 novembre 1962 portant code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire précise, notamment dans ses articles R. 33 et R. 48, que les décrets portant nomination et promotion dans l'ordre national de la Légion d'Honneur ne prennent effet qu'à compter de la réception dans l'ordre <sup>(1)</sup> et doivent mentionner pour chaque promotion, la date de réception dans la dignité ou le grade précédent.

Il ressort de ces dispositions que l'ancienneté dans le grade détenu dans la Légion d'Honneur est décomptée à partir de la date de réception dans ce grade et il importe, en conséquence, que celle-ci soit mentionnée sur les dossiers et pièces matriculaires des intéressés au même titre que les références des décrets portant nomination ou promotion.

La présente instruction a pour objet de fixer les modalités :

- d'acheminement des documents établis par la grande chancellerie de la Légion d'Honneur ;
- de réception des intéressés dans l'ordre ;
- d'inscription de la date de réception sur les dossiers et les pièces matriculaires.

**I. PROMOTIONS ET NOMINATIONS FAITES AU TITRE DES CONTINGENTS ANNUELS RÉSERVÉS AUX MILITAIRES DE L'ARMÉE ACTIVE.**

*1. Envoi des procès-verbaux de réception.*

Après publication des décrets, la grande chancellerie de la Légion d'Honneur établit les procès-verbaux de réception et les adresse au ministre des armées (sous-direction des bureaux du cabinet ; bureau des décorations) qui les fait parvenir aux directions des personnels, direction d'arme ou de service ou bureau des officiers généraux pour transmission sous bordereaux nominatifs aux chefs de corps (ou autorités en tenant lieu) des intéressés.

*2. Réception dans l'ordre.*

Les militaires officiers nommés ou promus s'acquittent des droits de chancellerie prévus à l'article R. 74 et dont le montant est fixé par décret, par versement auprès d'un receveur des finances, ou à l'étranger dans un consulat, contre délivrance d'un récépissé. Le paiement peut également être effectué auprès de la recette générale des finances de Paris, 19, rue Scribe, 75009 Paris, ou par envoi à cet organisme d'un chèque bancaire, d'un chèque postal ou d'un mandat ; il appartient alors aux intéressés d'indiquer le motif du versement, de spécifier que la somme doit être imputée au compte de l'agent

comptable de la Légion d'Honneur et de demander un récépissé.

La réception dans l'ordre a lieu conformément aux prescriptions des articles R. 55 et R. 56 et selon les règles fixées pour le cérémonial militaire.

Toutefois, dans des cas exceptionnels dûment justifiés (maladie grave par exemple), ils peuvent être reçus dans les conditions prévues par l'article R. 54 du code. L'autorisation alors nécessaire et le procès-verbal correspondant sont à demander au ministre (sous-direction des bureaux du cabinet ; bureau des décorations).

### *3. Inscription de la date de réception sur les pièces matriculaires.*

Après réception des intéressés dans l'ordre, les procès-verbaux dûment complétés et signés du récipiendaire et de l'autorité qui a procédé à la réception sont remis aux chefs de corps (ou autorités en tenant lieu).

Le chef de corps fait porter l'indication exacte du jour de la réception sur les pièces matriculaires et sur tous documents comportant l'indication du grade détenu dans la Légion d'Honneur, sous la forme suivante :

« Nommé (promu ou élevé) au grade (ou à la dignité) de... de la Légion d'Honneur par décret du... JO du... Reçu dans l'ordre le... ».

Dans le cas où la contexture des pièces matriculaires prévoit l'inscription des décorations sous forme d'un tableau, celui-ci est complété par les indications ci-dessus. Le jour exact de la réception est porté dans la case réservée pour la date de prise de rang ou, à défaut, au-dessous de la date du décret portant promotion ou nomination dans l'ordre sous la forme « Reçu le... ».

### *4. Retour des procès-verbaux de réception à la grande chancellerie.*

Les chefs de corps (ou autorité en tenant lieu) adressent les procès-verbaux <sup>(2)</sup> auxquels sont joints les récépissés de versement des droits de chancellerie prévus au paragraphe 2° ci-dessus, au ministre chargé des armées (direction des personnels, direction d'arme ou de service, bureau des officiers généraux) sous bordereaux nominatifs établis par arme, service ou cadre, pour mise à jour des dossiers d'archives et fiches nominatives des intéressés.

Les procès-verbaux sont ensuite transmis directement sous bordereaux nominatifs à la grande chancellerie de la Légion d'Honneur.

### *5. Envoi des brevets, livrets de traitements ou certificats d'inscription.*

Après réception des procès-verbaux, la grande chancellerie de la Légion d'Honneur établit les brevets, livret de traitement ou certificats d'inscription et les transmet directement aux intéressés.

## **II. PROMOTIONS ET NOMINATIONS FAITES AU TITRE DES CONTINGENTS RÉSERVÉS AUX MILITAIRES N'APPARTENANT PAS À L'ARMÉE ACTIVE.**

### *1. Expédition aux intéressés des lettres d'avis et des procès-verbaux de réception.*

Après publication des décrets, la grande chancellerie de la Légion d'Honneur adresse directement aux intéressés les lettres d'avis les concernant. Ceux-ci établissent alors leur demande d'autorisation de réception en précisant les nom, qualité et domicile du délégué pressenti pour leur réception et l'adressent à la grande chancellerie qui transmet procès-verbal et délégation de pouvoirs au délégué désigné.

## *2. Réception dans l'ordre, retour du procès-verbal à la grande chancellerie et envoi des brevets, livrets de traitement ou certificats d'inscription.*

Les militaires n'appartenant pas à l'armée active peuvent, sur leur demande, être reçus dans l'ordre au cours d'une prise d'armes dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée active.

S'ils ne désirent pas recevoir leur décoration sur le front des troupes, celle-ci devra leur être remise dans des conditions dignes de la haute distinction dont ils sont l'objet et conformément au cérémonial prescrit par l'article R. 54 du code.

Après réception, le procès-verbal, dûment complété et signé du délégué du grand chancelier qui a procédé à cette réception et du récipiendaire, est adressé directement par ce dernier à la grande chancellerie de la Légion d'Honneur qui établit alors le brevet et le lui transmet en retour avec, le cas échéant, le livret de traitement ou certificat d'inscription.

## *3. Inscription de la date de réception sur les pièces matriculaires.*

Le ministre des armées (sous-direction des bureaux du cabinet ; bureau des décorations) est avisé par les soins de la grande chancellerie de la Légion d'Honneur de la date de réception dans l'ordre des intéressés. Il en informe selon le cas soit les directions des personnels, directions d'arme ou de service ou bureau des officiers généraux dont ils relèvent pour mise à jour des dossiers d'archives dans les conditions indiquées plus haut pour les militaires de l'armée active et notification des dates de réception aux organismes (subdivision, recrutement, bureaux d'archives, etc.) qui les administrent, soit directement les organismes détenteurs de leurs pièces matriculaires. Ces organismes mentionnent alors les dates de réception sur les dossiers et pièces matriculaires dans les conditions subvisées.

## III. PROMOTIONS ET NOMINATIONS FAITES AU TITRE DES MUTILÉS DE GUERRE ET AUX DÉPORTÉS RÉSISTANTS.

Les dispositions du titre II sont applicables aux personnels promus et nommés dans l'ordre national de la Légion d'Honneur au titre des mutilés de guerre et aux déportés résistants en application des articles R. 39 à R. 47 du code.

« Il est précisé que les militaires de l'armée active décorés en qualité de mutilés de guerre ou déportés résistants, sont reçus dans l'ordre dans les conditions indiquées au titre II (1° et 2°). »

## IV. PROMOTIONS ET NOMINATIONS FAITES AU TITRE DES TABLEAUX SPÉCIAUX.

Les nominations et promotions faites au titre des tableaux spéciaux faisant l'objet des dispositions des articles R. 36 à R. 38 du code prennent effet à compter de la date du décret (ou de la date indiquée sur ce décret) les ayant prononcées. Elles conservent un caractère provisoire jusqu'à leur régularisation (ou annulation le cas échéant) par décret. Les renseignements suivants sont portés sur les dossiers et pièces matriculaires dans les conditions indiquées au titre premier, ci-dessus :

- « Inscrit au tableau spécial pour le grade (ou la dignité) de... de la Légion d'Honneur par décret du... JO du... pour prendre rang du... »
- « Nomination (ou promotion ou élévation) régularisée (ou annulée) par décret du... JO du... »

Dans le cas où la contexture des pièces matriculaires prévoit l'inscription sous forme d'un tableau, celui-ci est complété par les indications ci-dessus. Les dates des décrets d'inscription au tableau spécial et de régularisation (ou d'annulation) sont inscrites dans la colonne « Date du décret » l'une au-dessous de l'autre et précédées de la mention : « Tableau spécial, ou régularisation (ou annulation) ».

Après régularisation des nominations et promotions faites au titre des tableaux spéciaux, la grande chancellerie établit les brevets, livrets de traitement ou certificats d'inscription, et les adresse directement aux

intéressés, qui sont considérés comme ayant été reçus normalement dans l'ordre.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, chef du cabinet militaire,*

MOULLET.

---

(1) Toutefois, les nominations et promotions faites au titre des tableaux spéciaux en application des dispositions de l'article R. 36 du code, ainsi que celles concernant les étrangers servant dans l'armée française, faites en application des dispositions de l'article R. 135 du code, prennent effet à compter de la date du décret (ou de la date fixée par ce décret). Cette date est à mentionner sur les pièces matriculaires dans les conditions indiquées par la présente instruction.

(2) Toutefois, lorsque les insignes ont été remis par le Président de la République, au lieu et place du procès-verbal, est établi un certificat qui reçoit la signature du récipiendaire et celle du grand chancelier (cf. art. R. 57 du code).